



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché de concession

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-74332>

Département(s) de publication : **59**

Annonce n° **24-74332**

Section 1 - Acheteur

1.1 Acheteur

Nom officiel : Commune de Lys-Lez-Lannoy

Forme juridique de l'acheteur : Autorité locale

L'acheteur est une entité adjudicatrice

Activité du pouvoir adjudicateur : Services d'administration générale

Section 2 - Procédure

2.1 Procédure

Titre : Concession de service fourniture, installation, entretien et exploitation de mobiliers urbains d'affichage publicitaire

Description : La présente consultation a pour objet l'attribution d'un contrat de concession de services portant sur la mise à disposition, l'installation, la maintenance, l'entretien et l'exploitation de mobiliers urbains publicitaires sur le territoire de la commune de Lys-Lez-Lannoy. Les prestations sont les suivantes : • La mise à disposition, l'installation, les raccordements électriques des mobiliers urbains, leur démontage et la réfection des sols en fin de contrat. • La maintenance, le nettoyage, les réparations éventuelles des mobiliers urbains pendant toute la durée du contrat. • L'impression, la mise en place, la dépose de l'affichage d'information municipale sur les espaces dédiés à la Ville Le nombre et les caractéristiques des mobiliers doivent correspondre aux dispositions suivantes : • 15 panneaux, 2 faces fixes, scellés au sol sans éclairage de 2m² • 3 panneaux déroulants double faces de 8 m² • 2 panneaux déroulants simple face de 8 m²

Identifiant de la procédure : 2db626c6-b5c6-4fe7-adf3-0398fed2b0a9

Identifiant interne : 2024_30

2.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 79341000 Services de publicité

2.1.2 Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS) : Nord (FRE11)

Pays : France

Informations complémentaires : territoire de la commune de Lys-Lez-Lannoy

2.1.4 Informations générales

Base juridique :

Directive 2014/23/UE

2.1.6 Motifs d'exclusion

Motifs d'exclusion purement nationaux : Le candidat individuel, ou chaque membre du groupement, ne doit pas entrer dans l'un des cas d'exclusion de la procédure de passation prévus par le code de la commande publique.

Section 5 - Lot

5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0001

Titre : Concession de service fourniture, installation, entretien et exploitation de mobiliers urbains d'affichage publicitaire

Description : La présente consultation a pour objet l'attribution d'un contrat de concession de services portant sur la mise à disposition, l'installation, la maintenance, l'entretien et l'exploitation de mobiliers urbains publicitaires sur le territoire de la commune de Lys-Lez-Lannoy. Les prestations sont les suivantes : • La mise à disposition, l'installation, les raccordements électriques des mobiliers urbains, leur démontage et la réfection des sols en fin de contrat. • La maintenance, le nettoyage, les réparations éventuelles des mobiliers urbains pendant toute la durée du contrat. • L'impression, la mise en place, la dépose de l'affichage d'information municipale sur les espaces dédiés à la Ville Le nombre et les caractéristiques des mobiliers doivent correspondre aux dispositions suivantes : • 15 panneaux, 2 faces fixes, scellés au sol sans éclairage de 2m² • 3 panneaux déroulants double faces de 8 m² • 2 panneaux déroulants simple face de 8 m²

Identifiant interne : LOT-0000

5.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 79341000 Services de publicité

5.1.3 Durée estimée

Date de début : 13/11/2024

Date de fin de durée : 12/11/2030

5.1.4 Renouvellement

Nombre maximal de renouvellements : 1

5.1.6 Informations générales

Participation réservée : La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

5.1.9 Critères de sélection

Critère :

Type : Aptitude à exercer l'activité professionnelle

Description : Lettre de candidature (papier libre ou formulaire « DC ») Le candidat peut utiliser le formulaire « DC » (fourni en annexe 2 au DCE). En cas de non-utilisation du formulaire « DC », le candidat indiquera sur papier libre : - s'il se présente seul ou en groupement, et la forme de ce groupement (solidaire, conjoint avec mandataire solidaire dans tous les cas), - l'identité du candidat ou de chaque membre du groupement : Nom commercial et dénomination sociale, adresse de l'établissement, adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie, numéro SIRET. Extrait Kbis Attestation sur l'honneur Le candidat, chaque membre du groupement, ou tout opérateur économique présenté dans l'annexe 4 « déclaration opérateur économique présenté » et attestant mettre à disposition du candidat, pendant toute la durée d'exécution du contrat certaines de ses capacités, Complète et signe les attestations sur l'honneur requises par les articles L. 3123-1 à 5 et L. 3123-7 à 13 du CCP, relatives à divers cas de condamnations pénales définitives, à sa situation fiscale et sociale, liquidation, au redressement judiciaire, à la lutte contre le travail illégal, et à diverses interdictions de soumissionner. Utiliser le formulaire en annexe 5 au DCE.

Redressement judiciaire Si le candidat, le membre du groupement ou tout opérateur économique présenté dans l'annexe 4 « déclaration opérateur économique présenté » et attestant mettre à disposition du candidat, pendant toute la durée d'exécution du contrat certaines de ses capacités, est en redressement judiciaire ou toute autre procédure équivalente en droit étranger, il produit la copie du ou des jugements prononcés ainsi que tous les justificatifs démontrant que le candidat est autorisé à poursuivre son activité pendant la période prévisible d'exécution du contrat. Pouvoir et/ou délégation de pouvoir de la ou des personnes habilitées à engager le candidat. En cas de groupement, pouvoir donné éventuellement au mandataire pour engager l'ensemble des membres du groupement. Le candidat, chaque membre du groupement, ou tout opérateur économique présenté dans l'annexe 4 « déclaration opérateur économique présenté » et attestant mettre à disposition du candidat, pendant toute la durée d'exécution du contrat certaines de ses capacités, complète et signe l'attestation sur l'honneur requise par l'article R. 3123-16 2°) du Code de la Commande Publique par laquelle il atteste que les renseignements et documents relatifs à ses capacités et à ses aptitudes, fournis dans le cadre de la présente consultation sont exacts. Utiliser le formulaire en annexe 5 au DCE.

Attestations fiscales et sociales Le candidat individuel, chaque membre du groupement candidat, ou tout opérateur économique présenté dans l'annexe « déclaration opérateur économique présenté » et attestant mettre à disposition du candidat, pendant toute la durée d'exécution du contrat certaines de ses capacités, produit l'ensemble des certificats de déclaration fiscales et sociales, délivrés par les administrations et organismes compétents visés aux articles 1 et 2 de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique ; En ce qui concerne les impôts, taxes et cotisations sociales pour lesquels la délivrance d'un certificat ne serait pas prévue, le candidat fait, sous sa propre responsabilité, une déclaration sur l'honneur dûment datée et signée. Le candidat, personne physique ou morale, établi dans un Etat-membre de la Communauté européenne autre que la France doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Pour les impôts, taxes et cotisations sociales pour lesquels il n'est pas délivré de certificat, il produit une

attestation sur l'honneur, selon les mêmes modalités que celles qui sont prévues ci-dessus pour le candidat établi en France. Le candidat, personne physique ou morale, établi dans un pays tiers doit, pour les impôts, taxes et cotisations sociales ne donnant pas lieu, dans ledit pays, à la délivrance d'un certificat par les administrations et organismes de ce pays, produire une déclaration sous serment effectuée devant une autorité.

Utilisation de ce critère : Utilisé

Critère :

Type : Capacité économique et financière

Description : Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles clos. Attestation d'assurance de responsabilité civile et professionnelle de moins de 3 mois

Utilisation de ce critère : Utilisé

Critère :

Type : Capacité technique et professionnelle

Description : Déclaration indiquant les moyens humains, l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat. Références du candidat dans le domaine d'activité faisant l'objet de la concession, exécutés ou en cours d'exécution au cours des cinq (5) dernières années, indiquant notamment l'autorité concédante et la date du contrat.

Utilisation de ce critère : Utilisé

5.1.10 Critères d'attribution

Critère :

Type : Qualité

Description : Tous les critères sont énoncés dans le DCE

5.1.11 Documents de marché

Adresse des documents de marché : <https://marchespublics596280.fr/>

5.1.12 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Présentation par voie électronique : Requise

Adresse de présentation : <https://marchespublics596280.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=564003&orgAcronyme=50367>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Date limite de réception des offres : 31/07/2024 à 12:00

Conditions du marché :

Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :
Non

Informations relatives aux délais de recours : Un recours pour excès de pouvoir dans les deux mois de la publication ou de la notification de l'acte attaqué, tendant à obtenir l'annulation de cet acte détachable, conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, pouvant être assorti d'un référé-suspension tendant à obtenir la suspension de l'acte attaqué conformément à l'article L. 521-1 du Code de justice administrative. - un référé précontractuel de l'article L 551-1 du code de justice administrative depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat, tendant à la suspension voire à l'annulation de la procédure de passation. - un recours gracieux adressé au pouvoir adjudicateur dans les deux mois suivant la publication ou la notification de la décision attaquée et tendant à son retrait. - un recours de pleine juridiction contestant la validité de ce contrat ou de certaines de ses clauses, qui en sont divisibles, assorti, le cas échéant, de demandes indemnitaires, exercé, y compris si le contrat contesté est relatif à des travaux publics, dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, notamment au moyen d'un avis mentionnant à la fois la conclusion du contrat et les modalités de sa consultation dans le respect des secrets protégés par la loi. A partir de la conclusion du contrat, et dès lors qu'il dispose du recours ci-dessus défini, le requérant n'est, en revanche, plus recevable à demander l'annulation pour excès de pouvoir des actes préalables qui en sont détachables (CE, Ass., 16 juillet 2007 " Société Tropic Travaux Signalisation " req. No 291545 et CE, Ass., 04 avril 2014 " Département Tarn et Garonne " req. no358994). Les renseignements peuvent être obtenus auprès du Tribunal Administratif Ou auprès de la Direction de l'achat Public

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de recours : Commune de Lys-Lez-Lannoy

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché : Commune de Lys-Lez-Lannoy

Section 8 - Organisations

8.1 ORG-0001

Nom officiel : Commune de Lys-Lez-Lannoy

Numéro d'enregistrement : 21590367500019

Adresse postale : 31 rue Jean-Baptiste Lebas B.P. 7

Ville : Lys-Lez-Lannoy

Code postal : 59451

Subdivision pays (NUTS) : Nord (FRE11)

Pays : France

Adresse électronique : service-achat@maire-lysllezlannoy.com

Téléphone : 0320818207

Autres points de contact :

Nom officiel : Tribunal administratif de lille

Adresse postale : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire CS 62039

Ville : Lille

Code postal : 59014

Subdivision pays (NUTS) : Nord (FRE11)

Pays : France

Téléphone : 0359542342

Rôles de cette organisation :

Acheteur

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché

Organisation chargée des procédures de recours

Section 11 - Informations relatives à l'avis

11.1 Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis : adb9fffa-cdbd-4bf5-8910-f1e46f15617d - 01

Type de formulaire : Mise en concurrence

Type d'avis : Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Date d'envoi de l'avis : 25/06/2024 à 10:27

Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible : français

11.2 Informations relatives à la publication

Numéro de publication de l'avis : 00377137-2024

Numéro de publication au JO S : 123/2024

Date de publication : 26/06/2024

Date d'envoi du présent avis à la publication : 26/06/2024